



FACULTE DES SCIENCES-UNIVERSITE D'ORAN



Wilaya d'Oran

APC d'Oran

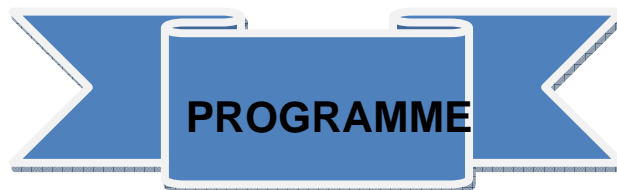
Sous le Haut Patronage de Monsieur le Wali d'Oran

WORKSHOP

"La résilience des territoires pour parer aux risques et aux crises"

23 Juin 2012

Hôtel de Ville d'Oran



Aujourd'hui, les sociétés à l'échelle mondiale se trouvent face à un à un enjeu fort qui sonne comme un défi : assurer un développement humain durable en impliquant l'innovation et la bonne gouvernance, tout en garantissant leur sécurité, la préservation de l'environnement et la sauvegarde des ressources naturelles.

Au cœur de cet enjeu et de ce défi, la stratégie de réduction des risques et des catastrophes du cadre d'action de Hyogo devient un objectif majeur pour toutes les nations du monde. Elle implique de revoir les modes de gouvernance des territoires urbains et ruraux pour gagner les défis du vingt et unième siècle et notamment les objectifs du millénaire pour le développement humain (OMD) pour combattre la pauvreté, la précarité sociale et l'exclusion, initiés par l'ONU et auxquels l'Algérie a souscrit en s'engageant à les atteindre à l'horizon 2015. Renforcer les territoires et les rendre résilients pour parer aux risques et aux crises suppose de s'appuyer et de partager des valeurs et des objectifs d'équité sociale, de valorisation écologique, d'efficacité économique et de bonne gouvernance.

Cette rencontre permettra dans le contexte algérien de :

- Sensibiliser les participants à la nécessité d'échange et de partage de la connaissance théorique et pratique relatives aux risques et aux crises ;
- Partager une compréhension commune sur les concepts et les construits stratégiques et opérationnels de réduction des risques et des crises notamment majeurs, non conventionnels ;
- Tirer des enseignements à partir des retours d'expériences sur la manière dont des pays ont évalué et répondu aux récentes catastrophes et crises majeurs non conventionnels ;
- Identifier les facteurs et les processus clés pour l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les politiques publiques locales.



La résilience des territoires pour parer aux risques et aux crises

Du simple incident du quotidien à la catastrophe voire au cataclysme, quel que soit l'événement à la source: Explosion, Incendie, pollution, rupture de barrage, de canalisation, Inondation, cyclone, tremblement de terre, tsunami, acte terroriste ou malveillance, guerre ou soulèvement des peuples, etc. et nous voilà projetés devant l'irrationnel, et l'horreur. Des événements qui sonnent la déchirure et la rupture de l'équilibre social, économique et environnemental d'un territoire à ses différentes échelles. La crise s'installe avec son cortège de sinistres...Naguère vécu comme une fatalité, les crises et les catastrophes, qu'elles soient naturelles, technologiques ou anthropiques, sont, de plus en plus, inacceptables par l'ensemble de la société algérienne. Il y'a un avant et un après crise. Comment la contenir ? Comment assurer le retour à la stabilité mais aussi et surtout comment la prévenir ? Le couple « prévention-crise » engage nécessairement une problématique renouvelée de gestion globale des risques.

Les élus, les collectivités locales et territoriales, l'état, les entreprises et les organismes publics et privées, la société civile...expriment de fortes attentes en matière de gestion et de maîtrise des dangers, des catastrophes et des crises majeures, de prévention, de protection et de sauvegarde contre leurs conséquences, de réparation des dommages et d'indemnisation éventuelle.

A cette forte demande, il est nécessaire de répondre par une offre de prévention et de défense forte et offensive. C'est résolument une préoccupation d'ordre public au plus haut degré à mesure que la demande de sécurité et de sûreté des systèmes sociotechniques, naturels et anthropiques, de plus en plus complexes, s'accroît. Prérrogative de puissance publique, les collectivités publiques, dont l'Etat, sont aux manœuvres, s'engageant dans une stratégie de « défense civile » en profondeur, de protection et de préparation des citoyens mais aussi de contrôle, de régulation et d'anticipation des risques et des crises à leurs sources, en partenariat avec les entreprises, les maîtres d'ouvrage, les organismes et établissements publics et privés, les administrations.

Finalité d'intérêt public, les préoccupations de concertation, de prévention, de réparation, de répression ont reçu leur consécration législative en Algérie par la Loi n° 04-20 du 13 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

Les principes de précaution, de prudence, d'action préventive, de correction et de remise en état par priorité à la source, de pollueur payeur, de participation, de développement durable, de résilience des systèmes...fondent le corpus législatif algérien et se traduisent par des exigences juridiques fortes.

Ce corpus juridique appelle et oblige les différents acteurs privés et publics (entreprises, groupement, organisme, administrations, associations, opérateurs socio-économiques...), dans le champ de leurs responsabilités et de leurs prérogatives à une vision systémique du concept de danger pour décrypter les enjeux, les sources de danger, les cibles de vulnérabilités et leur capacité de résilience leur permettant d'adapter les réponses qu'ils apporteront en termes de gestion et de management des risques.

La responsabilité de l'Etat et des collectivités territoriales est engagée. Les enjeux principaux pour les pouvoirs publics, autorités locales, régionale et nationales, en matière de prévention, de protection et de lutte contre les dangers sont :

- 1- De concilier les exigences de développement et de l'aménagement des territoires avec l'absolue nécessité d'assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens dans l'ordre du développement durable ;
- 2- De réduire les effets et les conséquences humaines, sociales, économiques et environnementales des crises et des catastrophes naturelles, technologiques et humaines ;
- 3- D'assurer la formation, l'information, la communication et la sensibilisation des citoyens et du public en général permettant de généraliser la culture du risque et de préparer la société à résister et à dépasser l'adversité née des événements tragiques générés par les différentes crises et

catastrophes. (valeurs de la société algérienne...) afin de faciliter la récupération et la réhabilitation après ces évènements pour recouvrer stabilité et équilibre. C'est le sens même de la résilience humaine et des territoires. Le système éducatif d'enseignement et de formation, de l'école à l'université, doit se trouver au cœur de ces missions et de ces devoirs citoyens et républicains.

La sécurité et sa régulation doivent être, par-dessus tout, une exigence placée au cœur de notre système de valeur, élevée au rang de sacro-saint principe humain, au dessus des enjeux de production et de consommation et leurs contraintes technico-économiques et sociales ; il y va de notre avenir, de notre santé, de notre environnement. La sécurité ne se négocie pas et ne s'oppose pas aux valeurs de liberté et d'action, elle les accomplit en leur donnant du sens. La sécurité, au même titre que l'eau, l'air, la santé, la liberté, la monnaie (longtemps oubliée) sont des biens « publics » immuables et universels, nécessitant contrôle et régulation entre les mains des pouvoirs publics au service de la promotion de l'homme et de ses valeurs.

La gestion des risques et des crises c'est aussi une mise en ordre équitable des fondamentaux de l'économie, de l'écologie et des valeurs humaines qui fondent nos actions. La stratégie sécuritaire au cœur des enjeux humains prévaudra et devra rythmer désormais les stratégies économiques, sociales, environnementales et territoriales et non l'inverse.

L'identification des enjeux et des systèmes en jeu, la connaissance et l'évaluation de leurs vulnérabilités, et de leur aptitude à restaurer la stabilité sont au cœur de nos questionnements.

Dans le contexte d'une augmentation croissante de la vulnérabilité des systèmes urbains, technologiques et territoriaux de plus en plus complexifiés, en proie aux agressions naturelles, technologiques et humaines sous différents modes : incidents, accidents, catastrophe, apocalypse, terrorisme ...il est nécessaire d'anticiper, d'organiser et de renforcer les systèmes de défense et de résistance, d'assurer la continuité des fonctions vitales en mode de crise, de restaurer la stabilité des systèmes en sortie de crise.

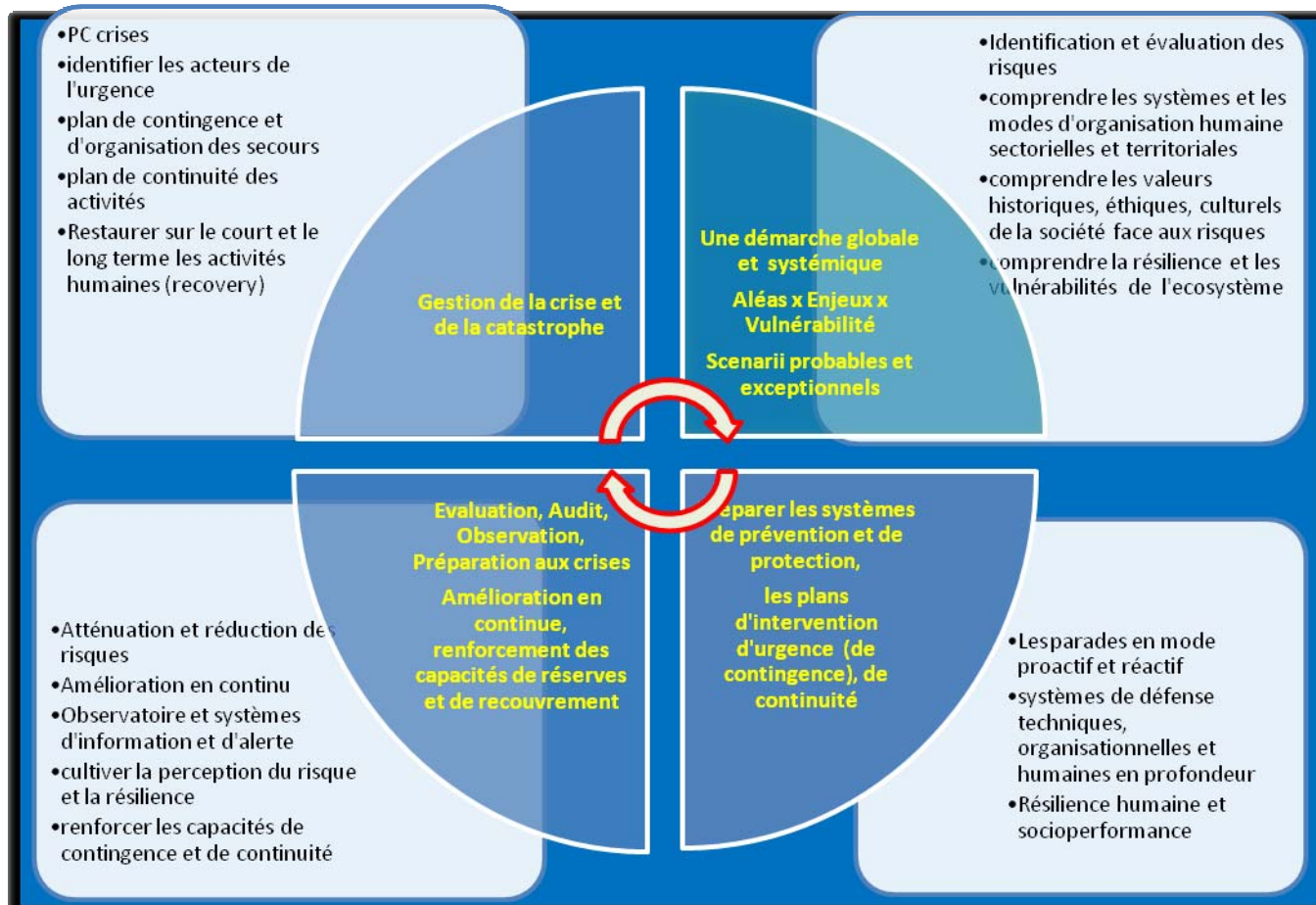
Sur le plan pratique et opérationnel, l'identification des situations de dangers, des vulnérabilités et des évènements non souhaités, la planification des secours, le management global des risques et des crises, l'appréhension des différents enjeux sociaux, politiques, techniques, environnementaux, territoriaux liés aux risques de dangers pour construire les stratégies de prévention, de défense civile... appellent nécessairement à une construction et une lecture systémique des cadres et des outils méthodologiques à mettre en œuvre permettant de gagner en efficacité, en qualité, en disponibilité mais aussi et surtout en sécurité, en performance et en fiabilité pour assurer la qualité et la pérennité des activités en jeu.

La mise en œuvre de stratégies de maîtrise des risques, de défense civile est corrélative des enjeux et des objectifs d'excellence recherchés pour les systèmes sociotechniques, naturels et anthropiques algériens : secteur industriels, tertiaires, les écosystèmes et les milieux de vie territoriaux (gestion des villes et des territoires naturels et anthropiques) pour accroître en continu leur réactivité, leur performance et leur résilience

L'échelle mondiale des crises et des catastrophes devra se traduire par une approche plus globale, plus équitable et plus solidaires des acteurs publics et privés au niveau international, dans une dynamique de réseau partagé des expériences, d'apports en termes d'aide, d'appui et de solidarité à l'échelle des pays, mais dans le respect des spécificités et des cultures locales pour répondre de façon adaptée aux enjeux planétaire des crises et des catastrophes. Elle se traduira notamment par des échanges d'expériences et d'appui aux actions de prévention et de gestion collective du risque et des crises.

Aziz BELKHATIR

Président du comité scientifique du **Workshop**
Responsable scientifique Recherche et Formation
Laboratoire RITE- université d'Oran
Professeur Urbanisme-Cindyniques
IFREI (Paris)



CYCLE DE LA REDUCTION DES RISQUES, DES CRISES ET DES CATASTROPHES

A BELKHATIR, mars 2011

- Construire et conforter la résilience des systèmes métropolitains

La perception des villes et plus particulièrement des métropoles a changé dans le conscient de la société sous l'effet combiné et simultané des innovations technologiques majeurs révolutionnant la société de l'information en une société numérique, de la mondialisation et de son processus de globalisation, du partage des connaissances et des savoirs, enfin de la montée de la conscience écologique et durable. Les profils urbains et métropolitains s'homogénéisent progressivement à l'échelle mondiale par l'implication de modèles de consommation de standard international sous l'impulsion de la globalisation de l'économie. Dans le même temps, et à l'inverse, le fait métropolitain continue de générer pauvreté et exclusion à l'origine du décrochage de certains quartiers marginalisés et défavorisés.

Ce changement implique de revoir les objectifs de développement, les modes de gestion et de gouvernance urbaine et territoriale de nos villes et de nos métropoles pour gagner les défis du vingt et unième siècle et notamment les objectifs du millénaire pour le développement humain (OMD) pour combattre la pauvreté, la précarité sociale et l'exclusion, initiés par l'ONU et auxquels l'Algérie a souscrit en s'engageant à les atteindre à l'horizon 2015.

Les objectifs stratégiques de l'OMD s'articulent parfaitement avec les cadres d'action onusiens comme Kyoto et Hyogo. Ce dernier, s'attendant à la réduction des risques et des catastrophes, offre des synergies de développement de la résilience humaine et des territoires pour parer aux risques et aux crises en s'impliquant dans les différents plans et programmes internationaux, régionaux (au sens des régions-monde), nationaux et locaux de développement.

Oran, deuxième grande ville d'Algérie, millionnaire, est aujourd'hui une agglomération « tentaculaire », tombée dans la logique effrénée de l'étalement urbain, cimentée par des réseaux et des flux de capitaux, de biens et de personnes qui ont atteint un degré de désorganisation secrétant des externalités négatives et une déséconomie urbaine : congestion, pollution, hyper concentration, ségrégation et marginalités écologiques et sociale.

Aujourd'hui les constructions foisonnent et s'enchaînent indéfiniment sans apport de valeur et de modernité au sens de l'urbanité alors qu'il faut fabriquer des espaces pacifiés et apaisés, des lieux et des équipements porteurs du « vivre ensemble » ou la modernité, la sécurité, le respect de l'autre, l'émancipation redeviennent les valeurs de l'espace public contribuant ainsi à l'évolution des mentalités. C'est bien vers des propositions novatrices dans l'ordre de la métropolisation, dans ses valeurs et ses sens que le projet métropolitain doit se construire et prendre forme.

La région urbaine oranaise est en constante croissance démographique et spatiale, apportant des transformations sur l'environnement urbain. De plus, Oran est connue pour ses risques multiformes propices aux manifestations des risques dus à des phénomènes d'origine naturelle (tremblements de terre, glissements de terrain, inondations etc.) climatique (canicule, tempête de vent, de neige...) et technologique, aux feux de forêts, aux accidents de la circulation et à leurs interactions avec une urbanisation anarchique, au processus non contrôlé avec la prolifération de bidonvilles aux périphéries. L'organisation et le fonctionnement de la région oranaise comme système métropolitain sont alors perturbés par des risques, générant leurs propres vulnérabilités et participant fortement de la sorte à l'occurrence d'évènements catastrophiques. Par conséquent, la gestion des risques implique la prise en compte des facteurs socio-urbains et territoriaux à différentes échelles de la métropole, locale et globale, pour mieux comprendre la confrontation cindynogène entre les aléas naturels, climatiques, et technologiques, les enjeux métropolitains et les vulnérabilités urbaines.

La résilience métropolitaine dépend du management intégré des risques et des crises et les moteurs qui les guident pour conforter et développer durablement la performance sociale, économique et environnementale des territoires métropolitains. Cette approche nous engage à rechercher, à côté de la vulnérabilité technique et physique du territoire investie par l'ingénierie technique du risque, celle sociale, économique et environnementale pour avoir une approche plus globale et systémique du risque, produit

de l'aléa et des vulnérabilités de l'écosystème urbain avec son système d'acteurs en quête de logiques d'actions plus durables, par conséquent résilientes.

1. Oran, une métropole post-Kyoto en devenir : jeux d'acteurs en quête de sens pour nourrir et construire l'ambition métropolitaine

De la capacité adaptative de la métropole oranaise à mettre en ordre les ressources et les moyens et à assurer une évolution durable, limitant et réduisant fortement les contraintes, les inégalités, les disparités et les vulnérabilités de ses territoires intra-métropolitains, dépendra sa réussite pour se hisser au niveau international, à l'échelle du bassin méditerranéen et de l'espace euro-africain pour construire et réaliser la métropole du 21^{ème} siècle et de l'après-Kyoto.

Il y'a bien, d'une part, inversement du regard en partant de très haut, le territoire dans ses rapports à l'international et, d'autre part, renversement urbain en mettant en avant les enjeux écologiques (climatiques, énergétiques, qualité environnementale...). Cette double approche pose la problématique de l'articulation entre un positionnement mondial induisant une compétition entre métropole et un mieux-être du cadre de vie et du cadre bâti des habitants.

Cette double approche implique de faire sens avec la concurrence mondiale par un projet de territoire solidaire traduisant le mieux-vivre ensemble. C'est à cette nouvelle génération de métropole post-Kyoto qu'il faut appeler : vertueuse, capable d'inventer de nouveaux modes d'habiter de circuler et de vivre en veillant à sa conscience et à son empreinte environnementale.

La métropolisation d'Oran est d'abord un acte de solidarité des territoires et entre territoires qui nécessitent d'être mieux équipés, plus armés pour intégrer la modernité, générer des valeurs ajoutées sociales, environnementales, économiques et urbaines afin de se hisser au rang de métropole internationale

Oran Métropole puise sa source de sa population et doit se lire dans son quotidien urbain pour tracer les perspectives d'une modernisation et d'un rayonnement synonymes de développement économique, social, environnemental culturel et plus globalement « humain ». Il s'agit de s'inscrire résolument et par la grande porte dans un projet de société ou modernité a valeur de développement de la connaissance, de la création et de l'excellence, de l'équité, du partage, de la solidarité et du « vivre ensemble », d'une gouvernance et d'une gestion urbaine métropolitaine responsable et innovante.

Mais le Grand Oran c'est aussi sa visibilité !... Il s'agit de « donner à voir la métropole » pour la reconnaître à travers ses haut lieux et ses sites, construits ou naturels, qui la mettent en perspective et qui l'ouvrent à la vue. La métropole oranaise a besoin de se reconnaître par des signes, des repères symboliques et identitaires, des équipements emblématiques pour sortir de la médiocrité, de l'anonymat et de l'invisibilité : mise en valeur de certains sites d'intérêt naturel, historique, paysager, symbolique, en cœur de ville comme en périphérie et dans ses entrées

Le projet métropolitain que nous appelons de nos vœux pour en faire une éco-métropole » suggère des approches scientifiques, pratiques et pragmatiques, fondées nécessairement sur les attributs et les valeurs de la société en place et en devenir pour mieux composer avec ses modes de vie et de consommation, ses désirs et ses aspirations culturelles, historiques, identitaires, économiques, sociétales et environnementales,... Missions complexes mais pas compliquées ni impossibles.

La métropolisation engage une vaste restructuration des territoires urbains et non urbains du Grand Oran et pose les interrogations sur :

- ✓ les valeurs et les enjeux d'aménagement et de développement métropolitain durable qui lui donnent du sens et de la pertinence,
- ✓ la co-construction du projet métropolitain oranais et sa mise en politique
- ✓ le jeu d'acteurs et la gouvernance métropolitaine, du local au global,

- ✓ les outils technico-administratifs de pilotage, de gestion adaptées et les ressources humaines, techniques et financières à mobiliser.

2. Construire un projet de développement métropolitain durable du Grand Oran, porteur de modernité et de sécurité.

Quel que soit le modèle de développement métropolitain dans ses dimensions spatiales et économiques, l'avenir du Grand Oran se joue à sa périphérie. C'est le sens même de la métropolisation, phénomène mondiale, dont la dynamique et l'organisation spatiales, économiques et sociales font fi de la dualité classique rural/urbain, prônent la concentration des activités et des hommes autour de pôles urbains qui à leur tour devront diffuser ces mêmes attributs dans leurs zones d'influence.

Cette réorganisation spatiale polynucléaire par intégration des périphéries devenant des zones d'urbanité et d'implantation d'activités à haute valeur ajoutée est acquise grâce à des transports en commun rapide et des rocares dont les abords deviennent le lieu d'implantation d'abords des activités (effet d'écran) économiques (bureaux, services, parcs d'activités...), ludiques et sportives et, ensuite, en deuxième rang, de l'habitat pour éviter les nuisances et les pollutions urbaines.

Si le modèle d'organisation spatiale oranais est semi-radioconcentrique par la configuration du réseau routier en couronnes périphériques avec ses quatre boulevards périphériques, il lui manque l'organisation urbaine polynucléaire des centres urbains. Sénia, Bir –ElDjir, Belgaid, El-Kerma, Hassi-Bounif, Hassi-Ameur, Aïn el-Turk, Misserghin, Aïn –el Bya, Arzew semblent être de bon candidats potentiels à ce développement métropolitain si leurs structures urbaines sont renforcées dans ce sens. Quant à la logique d'implantation des fonctions urbaines le long de ces boulevards périphériques, ce sont, pour le moment, les zones d'habitat qui s'y dressent au plus près et au mépris de leur exposition aux nuisances urbaines et à la pollution que génère la circulation automobile.

En projetant le devenir métropolitain du Grand Oran on perçoit le déplacement cognitif de l'organisation de l'aire métropolitaine en aire « métropolitaine » avancé par F Ascher (1995) parlant de « Metapolis » : *«La métropole c'est l'ensemble des espaces dont tout ou partie des habitants, des activités économiques ou des territoires sont intégrés dans le fonctionnement quotidien d'une métropole. Une métropole constitue généralement un seul bassin d'emploi, d'habitat et d'activités. Les espaces qui composent une métropole sont profondément hétérogènes et pas nécessairement contigus. Une métropole comprend au moins quelques centaines de milliers d'habitants» (ASCHER, F., Metapolis ou l'avenir des villes, Odile Jacob, 1995, p.34)*

Le Grand Oran offre cette configuration spatiale métropolitaine avec des espaces hétérogènes et fragmentés au fur et à mesure de la progression de l'étalement urbain. Le triple défi de la cohérence territoriale métropolitaine oranaise et de son attractivité pour les années à venir sera de gérer des entités urbaines périphériques aujourd'hui fragmenté tout en s'attendant, à la base, à configurer un réseau de centres urbains métropolitains viables, enfin, de rechercher les liants et les continuités urbaines, économiques sociales et environnementales, physiques, matérielles et immatérielles pertinentes au sein de ce réseau.

Il est bien question de rechercher au sein de l'aire métropolitaine faites d'espaces hétérogène, des articulations et des synergies entre sous-systèmes territoriaux qui la composent. Il s'agit de « faire métropole » avec le grand Oran sur la base d'un projet démocratique, durable et innovant renouvelant la pensée métropolitaine, les idées et les outils de la gouvernance des territoires. Dans ce contexte il est nécessaire de métropoliser la gestion et le management, l'organisation administrative et les métiers liés au développement des territoires, la représentation politique et institutionnelle. Ce bouleversement territoriale, structurel, institutionnel et organisationnel de la métropole oranaise nous questionne et nous interroge sur les conditions de l'émergence d'une métropole

contemporaine, les options de développement à privilégier, les valeurs et les enjeux métropolitains producteurs de sens qui nourrissent l'ambition des acteurs oranais.

Plusieurs pistes de réflexion à débattre émergent de ce questionnement. Elles permettront d'éclairer les orientations, les attributs et les leviers d'action du futur projet métropolitain :

- **la composante économique**, sa dynamique et sa logique mondiale et globale dans la construction métropolitaine. « Métropoliser » le Grand Oran c'est d'abord initier des logiques économiques métropolitaines permettant la mise en réseau des firmes multinationales et l'éclosion du partenariat entre elles sur fond de logique de réseau d'alliance, de concurrence-coopération pour attirer les marchés et faciliter l'accès aux ressources dont principalement, les financements publics et la matière grise. La métropole est bien le territoire où s'articule l'économie nationale au système productif mondial globalisé. La politique de développement économique, à l'échelle des métropoles, est un maillon du « global ». Le défi local est double ; selon l'expression consacrée il s'agit « d'offrir l'urbi et permettre l'accès à l'orbi ». Toutefois, si la performance métropolitaine se nourrit des pôles d'excellence distribués dans le territoire, constituant les points nodaux forts du réseau métropolitain (flux, connexité, accessibilités, services haut de gammes...), inversement la force métropolitaine réside dans sa capacité à générer des emplois massifs pour éviter la précarisation d'une frange de la population, aujourd'hui en proie au chômage et à la relégation, vulnérabilisée, marginalisée et rejetée en périphérie urbaine avec son cortège de bidonvilles, de violence urbaine et de délinquance portant ainsi un sérieux coup à la crédibilité de métropole durable de stature internationale pour ressembler davantage aux fausses-métropoles et aux mégapoles du tiers-monde, tentaculaires, sclérosées, inégalitaire et désarticulées, au destin économique, social et environnemental tragique.
- **les fonctionnalités de l'aire métropolitaine**. Si la configuration spatiale des usages urbains et non urbains est nécessaire via le plan d'urbanisme, il reste à savoir comment, selon quelles options stratégiques et opérationnelles, quels modes et quels types structurer, organiser et gérer la mobilité et les déplacements, l'habitat, les équipements et les loisirs, l'emploi et les activités pour réaliser durablement la performance métropolitaine et son développement humain. La réponse viendra de la mise à niveau et du développement des territoires périphériques organisés en centres métropolitains inter reliés et pas seulement de l'espace centrale. Cette "interritorialité" centrée sur les territoires périphériques est un des marqueurs du développement métropolitain contemporain.
- **la gouvernance métropolitaine**. Le projet politique et sa déclinaison en projet métropolitain engage la légitimité des acteurs oranais et développe des choix pour « faire métropole ». La gouvernance, comme référentiel de la construction métropolitaine atteste du double défi de l'innovation institutionnelle et organisationnelle dans la régulation des territoires d'un ordre nouveau. Elle atteste du projet de modernisation du Grand Oran impliquant le projet métropolitain dans ses composantes physiques, morphologiques, mais aussi organisationnelles et institutionnelles. Avec les quatre aires métropolitaines en mouvement que sont Alger, Oran Constantine et Annaba, on assiste à un glissement cognitif à plusieurs niveaux :
 - ✓ **Spatial** : décomposition du modèle oranais de la ville formelle unitaire, de type semi-radioconcentrique et émergence d'une aire métropolitaine éclatée et fragmentée, structurée en couronne autour de quatre boulevards périphériques nécessitant une mise à niveau et une mise en réseau synergétique de ses centres et de ses noyaux urbains sur le plan économique, fonctionnel et organisationnel
 - ✓ **Politique** : via le jeu d'acteurs wilayaux et communaux animé par le wali, représentant de l'Etat, initiateur du projet de modernisation du Grand Oran. L'Etat tente d'inventer une gouvernance urbaine pour « faire métropole » avec le grand Oran en impliquant un processus coopératif et participatif des élus dans la prise de décision et l'élaboration du projet politique et sa déclinaison en projet urbain métropolitain. L'enjeu métropolitain est de dépasser les clivages politiques pour penser et agir en

collectif sur le territoire avec l'appui et l'assistance de l'Etat représenté par le wali et son équipe wilayale. L'équation est simple, les investissements à l'adresse du projet métropolitain sont colossaux et se chiffrent à coup de milliards de dinars. Seule, la mise en commun et la mutualisation des capacités de chaque acteur peuvent se révéler efficaces et à la hauteur de l'enjeu financier avec l'arbitrage de l'Etat, pourvoyeur financier et garant des équilibres stratégiques, territoriaux, globaux et locaux.

- ✓ **Institutionnel** : Le projet oranais de métropole de stature internationale nécessite un processus de décentralisation-déconcentration permettant d'imaginer une structure de gouvernance de type « gouvernement métropolitain » pour le Grand Oran en capitalisant l'expérience du « gouvernement d'Alger » tout en l'améliorant. La représentation politique entre l'Etat et les élus territoriaux, la redistribution des compétences globales et locales entre niveaux territoriaux, l'organisation de la gestion urbaine métropolitaine et de la prise de décision sont autant de chantiers à prendre en compte pour donner l'exemple d'une gouvernance à la hauteur des ambitions pour une métropole internationale post-Kyoto.
- ✓ **Administratif** : L'enjeu et l'ambition métropolitaine pour le grand Oran nécessite la mise en place d'une administration de projet. La mise à niveau de l'encadrement technico-administratif, la réorganisation de ses structures, la modernisation des processus de gestion administrative pour permettre au personnel et à l'administration de disposer et de s'approprier les référentiels du projet politique et sa déclinaison en projet urbain métropolitain constituent autant d'objectifs à réaliser permettant au personnel de disposer d'outils, de ressources et de moyens pour conduire et piloter en mode projet les actions et les missions de développement métropolitain du Grand Oran.

Ces interrogations et ces pistes de réflexion que le colloque tentera d'explorer, posent des problématiques à la croisée de plusieurs champs disciplinaires, l'urbanisme, l'architecture et l'aménagement des territoires, la sociologie, l'économie, l'environnement, les sciences de gestion, les sciences politiques, l'histoire, l'anthropologie, les cindyniques et les sciences des risques, la géographie... Au-delà des approches et des explications que chaque science développe, il s'agit d'ouvrir et d'offrir des perspectives volontaristes, de questionnement, de réflexion et d'analyse générale nourries par un regard pluriel, constructiviste, projectif et intersubjectif du projet métropolitain du Grand Oran, au cœur de la complexité perçue du réel urbain, métropolitain et territorial de la société.

Aziz BELKHATIR

Président du comité scientifique du **Workshop**

Responsable scientifique Recherche et Formation

Laboratoire RITE- université d'Oran

Professeur Urbanisme-Cindyniques

IFREI (Paris)

PROGRAMME

Ouverture : 09h00-09h30

Présidence d'Honneur : Monsieur A.Boudiaf le Wali d'Oran et Professeur L.Chahed Recteur de l'Université d'Oran
Mr M.Z.Hassam, Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Oran
Pr A.Belkhatir, Professeur associé Urbanisme-Cindyniques, IFREI-Paris, RITE-Univ Oran, DGA Développement, Communauté Urbaine Marne et Chantereine, (Seine et Marne, France)
Mr R.Ould Ameur, Wali Hors Cadre et point Focal Algérie aux Risques Majeurs
Mr M.Bouchama, Chef Daira du chef lieu Oran
Mr L.Bernd, Administrateur Programme Local de la Stratégie Internationale de Réduction des Risques ONU (UNISDR)

09h30-10h30

Président de séance : Professeur A.Belkhatir

Co Président Maitre F.Gerbert, Avocat, Droit des Affaires, Droit Public

1-1. Les enjeux stratégiques et opérationnels de maîtrise des risques majeurs

- Défis scientifiques majeurs pour construire la stratégie de résilience humaine et de réduction des risques majeurs, Pr A.Belkhatir, Professeur associé Urbanisme-Cindyniques, IFREI-Paris, RITE-Univ Oran, DGA Développement, Communauté Urbaine Marne et Chantereine, (Seine et Marne, France)
- La Campagne Mondiale pour la Réduction des Catastrophes – Rendre les Villes résilientes : Ma ville se prépare, L.Bernd, Administrateur Programme Local, ISDR/ONU

• Evaluation-Etats des Lieux-Actions Engagées et Actions à Programmer

Présidents des Assemblées Populaire Communales Hassam d'Oran, Mr Aouel de Hassi Bounif, Mr Missoum de Bir El Djir Mr Kadda de Hassi Ben Okba, Mr Baiche Chef de Daira de Bir El Djir, Mr Ferroukhi Colonel et Directeur de la Protection Civile de la Wilaya d'Oran, Mr Fella, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Ouest, Mr Carrière, Maire Adjoint Développement Durable, les Mureaux, France

Débat 11h-11h45

11h45-13h30

I-2 Démarches et outils méthodologique au service de la réduction des risques et des catastrophes

-Les besoins en matière d'ingénierie méthode globale et systémique d'appréhension et de réduction des risques et des crises: Pr V.Sansévérino-Godfrin, Ecole des Mines de Paris, France
-Le rôle de la recherche et de la formation pour consolider la culture de la résilience et du risque, Pr K.Guenachi, Laboratoire RITE, Université d'Oran
- Outils spatiaux, risques majeurs et résilience, Dr A. Trache, Centre des Techniques Spatiales, Algérie
- Retours d'expérience, regard d'élus sur la problématique des Risques, Mr Carrière, Maire Adjoint Développement Durable, les Mureaux, France

Repas : 13h35-14h15

14h30-15h15

1-3 le couple vulnérabilité/ résilience à l'épreuve du Changement climatique,

-Oran et les risques sismiques, Dr K.Yelles, Directeur du CRAAG, Ministère MERS-MICL Algérie
-Le lien entre réduction des risques de catastrophe et changement/variabilité climatique, Mr A.Dekkiche, Directeur de l'ANRH Ouest, Ministère des Ressources en Eau.
- Adaptation au changement climatique en Algérie : les modélisations climatiques à haute résolution, Mr M. Senouci, Institut Hydrométéorologique de Formation et de Recherche, Algérie

Débat : 15h15-15h45

Evaluation-Etats des Lieux-Actions Engagées et Actions à Programmer

POSTERS

- Activités laboratoires, Posters RITE/ISDR/PPRD South, Vidéo Plateforme, Hassi Ameur et Scénario Catastrophe



LABORATOIRE RITE

Wilaya d'Oran



APC d'Oran

